



FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

TYPE D'OPÉRATION 4.1.3 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL

LANGUEDOC ROUSSILLON 2014-2020

APPEL A PROJET PCAE 2021

INVESTISSEMENTS EN FAVEUR D'UNE GESTION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE EN EAU

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire. Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) (DDT(M)) du département du siège de votre exploitation et conservez-en un exemplaire.

OÙ FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	LA DDT/DDTM DU DÉPARTEMENT DU SIÈGE DE VOTRE EXPLOITATION - ATTENTION, POUR BÉNÉFICIER DU FINANCEMENT DES DÉPARTEMENTS, LEUR ADRESSER IMPÉRATIVEMENT UNE COPIE DU FORMULAIRE (GARD, HÉRAULT ET PYRÉNÉES-ORIENTALES) - POUR LES DOSSIERS D'INVESTISSEMENTS NON PRODUCTIFS PORTÉS PAR UNE COLLECTIVITÉ SUR LE BASSIN ADOUR-GARONNE, VEUILLEZ ADRESSER UNE COPIE DU DOSSIER À L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE.
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

TYPE D'OPÉRATION 4.1.3 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL

LANGUEDOC ROUSSILLON 2014-2020

APPEL A PROJET PCAE 2021

INVESTISSEMENTS EN FAVEUR D'UNE GESTION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DE LA RESSOURCE EN EAU

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire. Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) (DDT(M)) du département du siège de votre exploitation et conservez-en un exemplaire.

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

Comment compléter ce formulaire ?

Le formulaire comprend
10 rubriques

Au sein de chaque rubrique identifiez la
partie qui vous concerne en fonction de
la catégorie de demandeurs à laquelle
vous appartenez.

Puis complétez les différents points
numérotés

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET	
<input checked="" type="checkbox"/> EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL	
<input checked="" type="checkbox"/> SOCIÉTÉ AGRICOLE	
<input checked="" type="checkbox"/> CUMA	
<input checked="" type="checkbox"/> COLLECTIVITÉ	
1- Description du projet	
Décrivez brièvement les investissements projetés. Une présentation plus détaillée est attendue dans le «Projet de Développement de l'Exploitation ou de la CUMA PCAE» (Annexe_1) et/ou la présentation du projet Investissements Non Productifs (Annexe 2)	
<input type="text"/>	

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**

1- Identification

N° SIRET :

N° Pacage :

Civilité : M. Mme

Nom :

Nom de naissance :

Prénom(s) :

Nom commercial :

Né(e) le :

à :

Département ou pays de naissance :

2- Coordonnées

N° de téléphone portable :

N° de téléphone fixe :

Adresse électronique :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Adresse du siège d'exploitation :

(si différente de l'adresse postale)

Code postal :

Commune :

3- Caractéristiques du demandeur

Êtes-vous : Agriculteur à titre principal (ATP)

Agriculteur à titre secondaire (ATS)

Êtes-vous installé depuis moins de 5 ans (à partir de la date de votre 1ère affiliation MSA) ?

Oui, avec DJA⁽¹⁾ : → Date de l'installation (cf CJA) :

→ Ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : Oui Non

Oui, sans DJA : → Date de l'installation figurant sur votre attestation MSA :

Non

(1) bénéficiaire des aides nationales à l'installation et installé à la date de dépôt de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT (M)

Êtes-vous en cours d'installation ?

Oui : → Date de dépôt de dossier JA en DDT(M) : ou date de RJA :

→ Date d'enregistrement par le CFE :

Non

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

1- Identification

N° SIRET : N° Pacage :

Dénomination sociale :

Nom commercial :

Forme juridique : GAEC → nombre d'associés du GAEC :

EARL SCEA Autres, précisez :

Représentant légal :

Civilité : M. Mme

Nom : Prénom(s) :

Qualité :

Responsable du projet (si différent du représentant légal)

Civilité : M. Mme

Nom : Prénom(s) :

Qualité :

2- Coordonnées

N° de téléphone portable : N° de téléphone fixe :

Adresse électronique :

Adresse postale de la société :

Code postal : Commune :

Adresse du siège d'exploitation :

(si différente de l'adresse postale)

Code postal : Commune :

3- Associés

Civilité, nom et prénoms ou dénomination sociale	N° Pacage ou SIRET	Né(e) le	Nombre de parts sociales détenues	Statut : ATP ATS NE ⁽¹⁾	Installé depuis moins de 5 ans			En cours d'installation
					Avec DJA		Sans DJA	Date de dépôt du dossier JA en DDT(M) ou date d'enregistre- ment CFE)
					Date CJA	Projet inscrit dans le PE ⁽²⁾	Date d'installation MSA	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

⁽¹⁾ Précisez si l'associé est agriculteur à titre principal (ATP), agriculteur à titre secondaire (ATS) ou non-exploitant (NE)

⁽²⁾ Plan d'entreprise (PE)

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

✓ **CUMA**

1- Identification

N° SIRET :
 Dénomination sociale : Date de création :

Représentant légal de la CUMA :

Civilité : M. Mme
 Nom : Prénom(s) :
 Qualité :

Responsable du projet (si différent du représentant légal)

Civilité : M. Mme
 Nom : Prénom(s) :
 Qualité :

2- Coordonnées

N° de téléphone portable :
 N° de téléphone fixe :
 Adresse électronique :
 Adresse du siège social :

 Code postal : Commune :

3- Adhérents de la CUMA participant aux investissements projetés

Civilité, nom et prénoms ou dénomination sociale	N° Pacage ou SIRET	Né(e) le	Statut : ATP ATS ⁽¹⁾	Adhérent installé depuis moins de 5 ans			Adhérent en cours d'installation
				Avec DJA		Sans DJA	Date de dépôt du dossier JA en DDT(M) ou date d'enregistre- ment CFE)
				Date CJA	Projet inscrit dans le PE ⁽²⁾	Date d'installation MSA	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

⁽¹⁾ Précisez si l'associé est agriculteur à titre principal (ATP) ou agriculteur à titre secondaire (ATS)

⁽²⁾ Plan d'entreprise (PE)

Nombre total d'adhérents participant au projet d'investissement :

Nombre total d'adhérents de la CUMA :

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

✓ COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

1- Identification

N° SIRET :

Dénomination :

Représentant légal :

Civilité : M. Mme

Nom :

Prénom(s) :

Qualité :

Responsable du projet (si différent du représentant légal)

Civilité : M. Mme

Nom :

Prénom(s) :

Qualité :

2- Coordonnées

N° de téléphone portable :

N° de téléphone fixe :

Adresse électronique :

Adresse de la collectivité :

Code postal :

Commune :

3- Agriculteurs concernés par le projet porté par la collectivité

Civilité, nom et prénoms ou dénomination sociale	N° Pacage ou SIRET	Investissement
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Nombre d'exploitants agricoles participant à l'investissement :

CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

1- Caractéristiques de l'exploitation

SAU de l'exploitation (ha) :

Orientation technico-économique principale (OTEX) : → (cf. liste des OTEX en annexe 6 de la notice)

Votre exploitation est-elle certifiée ou en cours de conversion vers l'AB ?

- Oui : Précisez : → La totalité de mon exploitation est certifiée ou en conversion vers l'AB
→ Mon exploitation est partiellement certifiée ou en conversion vers l'AB
- Non

Votre exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale ?

- Oui, niveau 2
 Oui, niveau 3 (HVE)
 Non

Votre exploitation est-elle engagée dans une mesure agro-environnementale et climatique (MAEC) ?

- Oui : → Précisez le code de la mesure :
- Contratualisation en cours : → Précisez le code de la mesure :
- Non

2- Situation de l'exploitation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

Votre exploitation est :

- déclarée au titre de la réglementation susvisée
 enregistrée au titre de la réglementation susvisée
 autorisée au titre de la réglementation susvisée
 non soumise (Règlement Sanitaire Départemental)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels :

3- Situation de l'exploitation au regard de la réglementation relative à l'eau et aux milieux aquatiques et marins (prélèvement) :

Votre exploitation est :

- déclarée au titre de la réglementation susvisée
 autorisée au titre de la réglementation susvisée
 non soumise

4- Démarches collectives

Êtes-vous adhérent à une ou plusieurs organisations de producteurs ?

- Oui : → précisez laquelle ou lesquelles :
- Non

CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

L'exploitation est-elle adhérente à une CUMA ?

Oui : → précisez le nom et le N° :

Non

L'exploitation est-elle membre d'un groupe de progrès vers l'agroécologie ?

GIEE → précisez le nom et le N° :

Réseau DEPHY Ferme → précisez le nom du groupe :

Groupe 30 000 → précisez le nom du groupe :

Programme d'actions sur AAC prioritaire → précisez le nom du captage :

OP reconnue par l'agence de l'eau RMC → précisez le nom de l'OP :

7- Situation économique et fiscale

Précisez le régime fiscal de votre exploitation :

Réel

Forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert comptable :

Oui

Non

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde, de redressement, ou de liquidation judiciaire ?

Oui

Non

Fonds propres de l'exploitation

Si votre exploitation est créée depuis plus d'un an et dispose d'une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert comptable, indiquez ci-dessous les fonds propres de l'exploitation pour le dernier exercice clos :

Dernier exercice comptable clos (année) :

Valeur en euros des fonds propres de l'exploitation :

Si valeur des fonds propres non renseignée, précisez le motif :

Exploitation créée depuis moins d'un an

Exploitation au forfait ne disposant pas d'une comptabilité tenue par un expert comptable ou un comptable agréé

CARACTÉRISTIQUES DE LA CUMA

✓ CUMA

1- Caractéristiques des membres de la CUMA

Les membres de la CUMA ou de la section sont-ils tous certifiés ou en cours de conversion vers l'AB ?

- Oui
 Non

Les membres de la CUMA ou de la section sont-ils tous engagés dans une démarche de certification environnementale ?

- Oui, niveau 2
 Oui, niveau 3 (HVE)
 Non

Les membres de la CUMA ou de la section sont-ils tous engagés dans une mesure agro-environnementale et climatique (MAEC) ?

- Oui : → Précisez le(s) code(s) de la mesure(s) :
 Contratualisation en cours : → Précisez le(s) code(s) de la mesure(s) :
 Non

2- Situation de la CUMA au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

La CUMA est :

- déclarée au titre de la réglementation susvisée
 enregistrée au titre de la réglementation susvisée
 autorisée au titre de la réglementation susvisée
 non soumise (RSD)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels :

3- Démarches collectives

Les membres de la CUMA participant au projet sont-ils tous adhérents d'une organisation de producteurs porteuse d'une démarche reconnue par une agence de l'eau ?

(voir liste des OP reconnues en annexe-5 de la notice)

- Oui : → précisez laquelle ou lesquelles :
 Non

Les membres de la CUMA participant au projet sont-ils tous membre d'un groupe de progrès vers l'agroécologie ?

- GIEE → précisez le nom et le N° :
 Réseau DEPHY Ferme → précisez le nom du groupe :
 Groupe 30 000 → précisez le nom du groupe :

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**
- ✓ **CUMA**
- ✓ **COLLECTIVITÉ** (points 1 à 3 uniquement)

1- Description du projet

Décrivez brièvement les investissements projetés. Une présentation plus détaillée est attendue dans le « Projet de Développement de l'Exploitation ou de la CUMA PCAE » (Annexe 1 ou 1bis) et/ou la présentation du projet Investissements Non Productifs (Annexe 2)

Le projet présenté s'inscrit-il dans la mise en œuvre du projet d'un GIEE ? :

- Oui
 Non

2- Calendrier prévisionnel du projet

Date de début du projet (JJ/MM/AAAA) :

Date de fin du projet (JJ/MM/AAAA) :

ATTENTION : les dépenses ne doivent pas être engagées avant le dépôt du dossier. La signature d'un devis, un bon de commande, un versement d'acompte ou un début effectif de travaux constituent un motif d'inéligibilité.

3- Localisation du projet

La localisation du projet est :

- identique à l'adresse du siège d'exploitation (ou du siège social pour une CUMA)
 à une adresse différente du siège d'exploitation (ou du siège social pour une CUMA)

Précisez dans ce cas :

Adresse projet :

Code postal :

Commune :

Le cas échéant, numéros des parcelles concernées :

(si l'adresse du projet correspond à la localisation de parcelles, joindre obligatoirement un extrait parcellaire justifiant la localisation de ces parcelles.)

4- Types de productions concernées par l'investissement :

- grandes cultures cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges...)
 horticulture maraîchage
 viticulture
 autres production, précisez :

Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production

principalement concernée par le projet :

5- Démarches de qualité

Le projet concerne-t-il une ou plusieurs démarches qualités ci-dessous :

Signe Officiel de la Qualité et de l'Origine :

- AB
 AOP
 IGP
 Label rouge
 Certification de conformité produit

Mentions valorisantes :

- Montagne
 Fermier
 Autre, précisez :

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

6- Impact sur l'emploi

Nombre d'emplois créés par le projet :

7- Informations complémentaires pour les investissements dans du matériel d'irrigation

Seuls sont éligibles les systèmes goutte à goutte installés en remplacement d'une installation existante et permettant une économie d'eau à l'échelle de l'exploitation :

- d'au moins 25% en remplacement de l'irrigation gravitaire ;
- d'au moins 10% en remplacement d'un autre système d'irrigation.

Un contrôle quantitatif à posteriori est susceptible d'être réalisé sur ce point.

Veillez indiquer si :

- votre exploitation est équipée d'un système de mesure de la consommation d'eau
- un système de mesure de la consommation d'eau sera mis en place dans le cadre de votre projet
- votre investissement remplace une installation déjà existante. Précisez laquelle :

Veillez indiquer l'historique de la consommation d'eau de l'exploitation et le prévisionnel après projet :

	Année N-3	Année N-2	Année N-1	Année de référence : <input type="text"/>	Prévisionnel après projet ⁽¹⁾ Année : <input type="text"/>
Consommation d'eau annuelle (m³)	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

⁽¹⁾ Le prévisionnel peut être établi à partir de références de l'Agence de l'eau ou des données du fournisseur du matériel, à préciser dans le cadre du dossier de demande. Veuillez-vous référer à la notice explicative.

Précisez l'origine des données utilisées pour le calcul de la consommation d'eau :

- Déclaration redevance Agence de l'eau
- Facture / Relevé de consommation

COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**
- ✓ **CUMA**
- ✓ **COLLECTIVITÉ**

Indiquer ci-après les coordonnées bancaires du compte choisi pour le versement de l'aide et joindre un RIB :

N° IBAN :

Code BIC :

AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITÉ

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE
- ✓ CUMA

Rubrique à remplir uniquement si votre dossier comporte des investissements productifs

Le projet d'investissement productif doit concourir à améliorer la performance économique, environnementale ou sociale de l'exploitation agricole ou des adhérents ou de la CUMA.

Le demandeur doit indiquer et justifier les impacts de son projet sur les items ci-dessous. Il pourra s'appuyer sur des données de référentiels qu'il transposera à son exploitation ou tout autre document. Le projet doit avoir un impact sur au moins un des critères suivants.

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INÉLIGIBLE.

Une justification et la cohérence avec les éléments du Projet de Développement de l'Exploitation PCAE sont nécessaires à la validation du critère.

1- Critères environnementaux

Cochez les critères sur lesquels un impact du projet est attendu et complétez la description.

	Critère	Description de l'impact du projet ou situation avant/après	Justification / pièces à fournir
<input type="checkbox"/>	Certification AB, certification HVE niveau 2 ou 3, adhésion à un GIEE		En lien avec le projet présenté Joindre au dossier l'attestation
<input type="checkbox"/>	Engagement dans une MAEC		En lien avec le projet présenté Joindre au dossier une pièce justificative
<input type="checkbox"/>	Réduction de l'utilisation des intrants (engrais, produits phytosanitaires, carburants...)		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande
<input type="checkbox"/>	Préservation du sol et limitation de l'érosion		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande
<input type="checkbox"/>	Diminution de la consommation en eau (diminution à minima de 10 % entre avant et après projet)		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande
<input type="checkbox"/>	Diminution de la consommation d'énergie (mettre%)		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande
<input type="checkbox"/>	Biodiversité		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande

AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITÉ

<input type="checkbox"/>	Diminution des pollutions ponctuelles		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande
<input type="checkbox"/>	Autre critère environnemental : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div>		Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande

2- Critères économiques

Cochez les critères sur lesquels un impact du projet est attendu et complétez la description.

	Critère	Description de l'impact du projet ou situation avant/après	Justification / pièces à fournir
<input type="checkbox"/>	Augmentation du Chiffre d'Affaires (augmentation à minima +10 % entre avant et après projet)		<i>Éléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE Justifiez l'évolution du CA en lien avec le projet présenté (ex augmentation de la production, marché plus rémunérateur...)</i>
<input type="checkbox"/>	Diminution des charges d'exploitation (l'appréciation pourra se faire à l'échelle d'un atelier, d'un poste de dépense ou de l'exploitation)		<i>Éléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE Justifiez en quoi les investissements réalisés permettent une réelle diminution des charges et indiquez les charges concernées</i>
<input type="checkbox"/>	Augmentation de l'EBE (augmentation à minima +10 % entre avant et après projet)		<i>Éléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE Justifiez l'évolution de l'EBE en lien avec le projet présenté (ex augmentation de la production, marché plus rémunérateur...)</i>
<input type="checkbox"/>	l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation.		<i>Justifiez en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>
<input type="checkbox"/>	Autre critère économique : <div style="border: 1px solid black; width: 150px; height: 20px; margin: 5px 0;"></div>		<i>Justifiez en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>

3- Critères sociaux

Cochez les critères sur lesquels un impact du projet est attendu et complétez la description.

	Critère	Description de l'impact du projet ou situation avant/après	Justification / pièces à fournir
<input type="checkbox"/>	l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, astreinte, ergonomie, etc.).		Justifiez l'évolution des conditions de travail sur l'atelier concernant la demande en lien avec les investissements et travaux présentés
<input type="checkbox"/>	l'émergence d'un projet collectif.		Justifiez en lien avec le projet présenté (ex mise en œuvre d'un projet GIEE)
<input type="checkbox"/>	Mutualisation d'emploi/ création de groupement d'employeurs		La création d'emploi doit être visible financièrement dans le PDE-PCAE Justifiez en lien avec le projet présenté
<input type="checkbox"/>	la création d'emploi (en dehors de l'exploitant/ emploi pérenne)		La création d'emploi doit être visible financièrement dans le PDE-PCAE Justifiez en lien avec le projet présenté
<input type="checkbox"/>	Autre critère social : <input type="text"/>		Justifiez en lien avec le projet présenté

CRITÈRES DE SÉLECTION

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**
- ✓ **CUMA**
- ✓ **COLLECTIVITÉ**

Les dossiers sont classés en fonction de leur note obtenue selon les critères ci-après.

La grille est remplie **au regard du projet présenté** dans la demande de financement.

Pour chaque critère, si les conditions sont remplies la totalité des points attribuables est comptabilisée. Dans le cas de critères comportant plusieurs conditions de réalisation non cumulatives, si l'une des conditions au moins est remplie, la totalité des points attribuables est comptabilisée. La note minimale est fixée à **30 points**.

Cochez les critères remplis par votre demande :

Principes de sélection fixés dans le PDR	N° du critère	Critères de sélection	Si oui cochez la case	Nbre de points	Pièce justificative et éléments d'appréciation du critère*
Démarches de territoires ou territoires à enjeux reconnus par une Agence de l'Eau	1	Porteur de projet adhérent d'une organisation de producteurs reconnue par l'agence de l'eau RMC, ou attestant de la mise en valeur de parcelles agricoles sur une aire d'alimentation d'un captage prioritaire ou Porteur de projet adhérent à une démarche territoriale validée par l'Agence de l'eau Adour Garonne ou Projet d'investissement non productif localisé sur une aire d'alimentation d'un captage prioritaire (critère applicable uniquement sur le territoire de l'AE RMC)	<input type="checkbox"/>	20*	Attestation (annexe 4 – Attestation d'appartenance à un groupe de progrès vers l'agroécologie) <u>Pour les Investissements non Productifs :</u> - pour le bassin RMC et Loire Bretagne : un courrier de l'Agence de l'Eau validant la démarche est nécessaire. - pour le bassin Adour-Garonne : complétez l'annexe 2 pour un agriculteur ou transmettre une copie du dossier à la délégation pour une collectivité.
Zonages prioritaires : pour l'enjeu de réduction de la pression sur la ressource en eau : zones de déséquilibre quantitatif au regard des prélèvements identifiés dans le SDAGE, pour l'enjeu de réduction de la pollution par les fertilisants : zones vulnérables aux nitrates délimitées par arrêté préfectoral	2	Projet localisé en zone de déséquilibre quantitatif au regard des prélèvements et comprenant un « Matériel lié à l'économie de la ressource en eau sur réseaux existants » (annexe 2) ou Projet localisé en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates d'origines agricoles et comprenant un « Matériel visant à une meilleure répartition des apports fertilisants » (annexe 2)	<input type="checkbox"/>	20*	Référence du territoire à enjeux ou démarche - « zones de déséquilibre quantitatif au regard des prélèvements identifiées dans le SDAGE » - zones vulnérables aux nitrates * En lien avec la localisation de l'investissement Cette localisation doit être précisée dans le formulaire. Il est conseillé de joindre un extrait parcellaire des parcelles concernées pour justifier plus précisément la localisation. Sans ces précisions, il sera pris en considération la localisation du siège d'exploitation.
Investissement collectif ou porté par une collectivité	3	Portage par un groupement d'agriculteurs (cf. définition du PDR) dont les CUMA, ou par une collectivité	<input type="checkbox"/>	20	
Projets/investissements prioritaires (suppression/réduction de l'usage des herbicides et produits phytosanitaires (pour les projets visant la réduction de l'emploi des produits phytosanitaires), réduction de la pollution des eaux (pour les projets visant la réduction de l'emploi des fertilisants), économies d'eau (pour les projets visant à économiser la ressource en eau sur des réseaux existants)	4	Matériel de substitution permettant la réduction de l'usage des produits herbicides	<input type="checkbox"/>	20	Sur la base des investissements éligibles présentés dans la demande Les points sont cumulables dans le cas où plusieurs investissements éligibles sont présentés dans des catégories différentes. **ces points sont attribués uniquement dans le cadre d'un investissement comprenant un pulvérisateur ou des options éligibles, et à condition de justifier d'un accès à une aire de lavage avec registre à jour : enregistrement des apports, des épandages, de maintenance si contrat de sous-traitance et selon le procédé (dégradation, déshydratation...)
	5	Utilisation d'une aire de lavage individuelle ou collective avec tenue d'un cahier d'enregistrement à jour des apports et des épandages**	<input type="checkbox"/>	10	
	6	Matériel permettant la réduction de l'usage des produits phytosanitaires hors herbicides.	<input type="checkbox"/>	15	
	7	Investissements permettant d'assurer la fonctionnalité des milieux (exemples : création/maintien de zones tampons, restauration de mares, implantation de haies, etc.)	<input type="checkbox"/>	25	

CRITÈRES DE SÉLECTION

Principes de sélection fixés dans le PDR	N° du critère	Critères de sélection	Si oui cochez la case	Nbre de points	Pièce justificative et éléments d'appréciation du critère*
	8	Matériel permettant la réduction des pollutions par les fertilisants	<input type="checkbox"/>	15	
	9	Matériel permettant une réduction prévisionnelle supérieure à 50% de la consommation d'eau pour l'irrigation au niveau de l'ilot parcellaire équipé	<input type="checkbox"/>	25	
	10	Matériel visant à préserver les sols et à lutter contre l'érosion	<input type="checkbox"/>	15	
Projet concernant une nouvelle installation ou une installation de moins de 5 ans	11	Installation depuis moins de 5 ans à la date de la demande / personnes en parcours installation	<input type="checkbox"/>	25	Pour les JA : RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M) Pour les nouveaux exploitants non JA : attestation MSA *Il doit y avoir moins de 5 ans entre la date d'installation effective ou de la première affiliation MSA et la date du dépôt de la demande.
Projet concernant une production sous signe de qualité (cf. définition)	12	Investissement éligible lié à un atelier de production certifié ou en conversion vers l'agriculture biologique	<input type="checkbox"/>	25	Certificat AB
Projet relevant d'une exploitation ayant obtenu une certification environnementale de niveau 2 ou 3 (cf. définition)	13	Certification HVE niveau 3	<input type="checkbox"/>	15	Certificat
Exploitation faisant partie d'un GIEE (cf définition) ou d'un Groupe Opérationnel (cf définition)	14	Appartenance à un GIEE	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion *Le GIEE doit avoir été reconnu par les services de l'État et être en lien avec le projet présenté
Projet s'inscrivant dans une stratégie collective de filière ou de territoire	15	Activité de réinsertion ou espace test agricole	<input type="checkbox"/>	10	- statut de la structure ou document contractuel avec un organisme de réinsertion - attestation d'adhésion au réseau national RENETA *L'activité de réinsertion doit être intégrée dans les statuts ou être concrétisée dans le cadre d'une convention avec un organisme. Les espaces test doivent être adhérent au réseau national RENETA
	16	Investissement(s) éligible(s) bénéficiant de la bonification du taux d'aide publique de 20% pour les investissements liés à la mise en œuvre d'une MAEC	<input type="checkbox"/>	5	Demande d'aide MAEC ou tout document attestant de la mise en œuvre de la MAEC
Projet permettant une amélioration des performances techniques et économiques de l'exploitation	17	Exploitation adhérente à un « groupe 30 000 » ou membre du réseau DEPHY Ferme (groupe d'exploitants engagés vers la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans le cadre d'Ecophyto 2)	<input type="checkbox"/>	20	Attestation d'adhésion
Demandeur n'ayant pas encore fait l'objet d'une aide pour le même atelier de production dans le cadre de ce type d'opération	18	Non récurrence de l'aide	<input type="checkbox"/>	25	
Nombre total de points :					

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE
- ✓ CUMA
- ✓ COLLECTIVITÉ

Pour les porteurs de projets soumis à la procédure des marchés publics (collectivités territoriales), remplir l'annexe « Marché Public » et joindre les pièces correspondantes.

Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des marchés publics : Veuillez numéroter chaque devis et reporter le numéro sur les tableaux ci-dessous.

Attention :

- 1 devis devra être présenté dans la demande pour les devis inférieurs à 3 000 €HT
- 2 devis de 2 fournisseurs différents devront être présentés dans la demande pour les devis entre 3 000 €HT et 90 000 € HT
- 3 devis de 3 fournisseurs différents devront être présentés dans la demande pour les devis supérieurs à 90 000 € HT

Les devis doivent être précis, faire référence à un intitulé de matériel éligible et être comparables (cf notice). Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix.

1- Investissements matériels productifs

Libellé investissement	Nombre de matériels	Fournisseur	Montant total HT (€)	N° du devis retenu	N° devis non retenus
SOUS-TOTAUX					

2- Investissements matériels non productifs

Libellé investissement	Nombre de matériels	Fournisseur	Montant total HT (€)	N° du devis retenu	N° devis non retenus
SOUS-TOTAUX					

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

3- Frais généraux liés aux investissements non productifs, dans la limite de 30 % des investissements matériels non productifs éligibles

Libellé investissement	Nombre de matériels	Fournisseur	Montant total HT (€)	N° du devis retenu	N° devis non retenus
SOUS-TOTAUX					

Montant total des dépenses prévisionnelles

	Montant total HT (€)
TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES [1+2+3]	

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE
- ✓ CUMA
- ✓ COLLECTIVITÉ

1- Financement d'origine publique

Financiers publics sollicités	Montants HT (€)	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	Obtenu
État	}	<input type="checkbox"/>		
Agence de l'eau		<input type="checkbox"/>		
Conseil départemental	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Programme opérationnel (FEAGA)	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)	<input type="text"/>			
Sous-total financement public	<input type="text"/>			

2- Financement d'origine privé

Origine	Montants HT (€)
Emprunt bonifié (PB JA) ⁽¹⁾	<input type="text"/>
Emprunt non bonifié ⁽²⁾	<input type="text"/>
Autofinancement	<input type="text"/>
Participation du secteur privé (à préciser)	<input type="text"/>
Sous-total financement privé	<input type="text"/>

⁽¹⁾ Si oui, les prêts vous ont-ils été accordés par l'établissement bancaire : Oui non

⁽²⁾ Si oui, les prêts vous ont-ils été accordés par l'établissement bancaire : Oui non

3- Total

	Montants HT (€)
TOTAL GÉNÉRAL [1+2]	<input type="text"/>

4- Déclaration autre demande de financement

En cas de dépôt de dossier dans un dispositif « agroéquipements » FranceAgriMer du plan de relance pour le même investissement, vous devez attendre d'avoir une réponse négative avant de déposer un dossier dans le cadre de l'appel à projets FEADER. En cas d'absence de réponse de FAM à l'approche de la date de clôture de l'appel à projets, le dépôt reste possible à condition de le signaler dans le dossier de demande d'aide FEADER, et de retirer celui-ci en cas de financement accepté dans le cadre du plan de relance.

Dossier également déposé dans le cadre d'un dispositif agroéquipements de FranceAgriMer : Oui non

Investissement(s) concerné(s) :

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**
- ✓ **CUMA**
- ✓ **COLLECTIVITÉ**

Veillez cocher toutes les cases et prendre connaissance de vos engagements

Je déclare et atteste sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour les mêmes investissements,
- être à jour de mes cotisations sociales (ne concerne pas les collectivités et les CUMA),
- pour les projets réalisés sur le bassin Adour Garonne, être à jour des redevances de l'Agence de l'Eau (ne concerne pas les collectivités)
- ne pas avoir sollicité une demande de financement au titre des fonds opérationnel dans le cadre de l'OCM viticulture ou fruits et légumes (programme Opérationnel) pour les mêmes investissements,
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement (ne concerne pas les collectivités) ,
- si j'y suis soumis, présenter une situation régulière avant-projet à l'égard de la réglementation relative à l'eau et aux milieux aquatiques et marins (articles L 214-1 à L 214-6) et aux installations classées pour la protection de l'environnement (articles L 512-1 à L 513-1) au titre du code de l'environnement (ne concerne pas les collectivités)
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces-jointes,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel le ou les investissements sont projetés, l'autorisation de réaliser ces investissements.

Je m'engage à :

- réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée,
- informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la forme juridique de ma structure ou du projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération,
- fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire,...),
- entreprendre, pour le projet objet de la demande de subvention, les démarches nécessaires auprès des services compétents de la Préfecture de mon département afin de déterminer si le projet relève de l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'environnement) et le cas échéant, procéder à la déclaration ou à la demande d'autorisation,
- entreprendre, pour le projet objet de la demande de subvention, les démarches nécessaires auprès des services compétents de la Préfecture de mon département afin de déterminer si le projet relève de l'application de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et le cas échéant, procéder à la déclaration ou à la demande d'autorisation,
- informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les trois années suivant le dernier paiement relatif au projet
- respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations, telles qu'elles seront précisées dans la décision juridique de l'attribution de l'aide
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de trois ans à compter du paiement final de l'aide,
- conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles,
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés,
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement et de l'hygiène attachées à l'investissement objet de l'aide (voir annexe 8 de la notice d'information),

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- Pour les projets portant sur un système d'arrosage économe en eau, vous devrez atteindre une économie d'eau réelle après projet à l'échelle de l'exploitation au moins égale à 50 % de l'objectif fixé dans la demande d'aide (ne concerne pas les collectivités)
- conserver mes déclarations de redevance agence de l'eau ou mes factures de consommation d'eau pendant une période de trois années à compter du paiement final de l'aide (pour les projets portant sur ce volet - ne concerne pas les collectivités) ,

Pour les demandeurs sollicitant une bonification CAB/MAB ou MAEC et n'ayant pas encore effectué leur demande d'aide au titre de ces mesures dans le cadre de leur déclaration PAC (voir notice page 7) :

Je m'engage à solliciter une aide CAB/MAB ou MAEC dans le cadre de ma déclaration PAC 2021

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture, FranceAgriMer et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au service instructeur.

Dans le cas où mon dossier n'est pas retenu faute de crédits suffisants lors du comité de sélection correspondant, je choisis l'option suivante :

- Je souhaite maintenir ma demande** pour qu'elle soit examinée lors du comité de sélection de la période de dépôt des dossiers suivants de l'appel à projets
- Je ne souhaite pas maintenir ma candidature**

Attention, toutes modifications substantielles à mon projet implique une nouvelle demande.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise**
- je n'autorise pas (*)**

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

() Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.*

Fait à , le

Nom, Prénom, signature(s) (+ Tampon de la structure)

*Pour les sociétés : signatures de tous les associés pour les GAEC, signature du représentant légal dans les autres cas.
Pour les CUMA et les collectivités territoriales : signature du représentant légal.*

PIÈCES À FOURNIR

Pour tous les porteurs de projet

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier ¹	Sans objet ²	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Exemplaire original du présent formulaire complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire avec IBAN/ BIC ou copie lisible	<input type="checkbox"/>		
<p>Pour les demandeurs non soumis à la procédure des marchés publics : Devis détaillés des travaux ou investissements y compris pour les frais généraux (classés par type d'investissement et numérotés) selon les règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 devis pour les devis inférieurs à 3 000 €HT - 2 devis de 2 fournisseurs différents pour les devis entre 3 000 €HT et 90 000 € HT - 3 devis de 3 fournisseurs différents pour les devis supérieurs à 90 000 € HT <p>Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix (le nom de l'exploitant ou du représentant de la structure ainsi que la signature ou le cachet doit être présent sur cette note).</p> <p>Les devis doivent mentionner les montants HT et TTC.</p> <p>Les devis doivent être précis, faire référence à un intitulé de matériel éligible et être comparables. Une photo ou la notice technique du matériel retenu est jointe au dossier pour plus de précision le cas échéant (cf notice).</p> <p>Pour les demandeurs soumis à la procédure des marchés publics (collectivités territoriales) : Remplir l'annexe « Marchés Publics » et joindre les pièces justificatives correspondantes</p>	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires en fonction du projet présenté

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Pour les investissements productifs :			
Pièces de justification correspondant aux critères d'amélioration de la performance globale et la durabilité de l'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les investissements non-productifs :			
Annexe 2 – Présentation du projet d'Investissements Non Productifs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sur le Bassin RMC et Loire Bretagne: Attestation ou courrier de l'Agence de l'eau validant la démarche collective (<i>sans objet pour les plantations de haies et d'alignements d'arbres</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Sur le Bassin Adour-Garonne et pour un projet porté par un exploitant ou structure agricole : Annexe 3 validation de la démarche (<i>sans objet pour les plantations de haies et d'alignements d'arbres</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Schéma détaillé de la tête de forage avant et après travaux de bouchage (<i>pour les projets présentant des investissements à ce titre</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Localisation des haies : Registre Parcellaire Graphique si existant, à défaut carte 1/25 000ème (<i>pour les projets présentant des investissements à ce titre</i>)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autorisation du propriétaire (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les plantations de haies et d'alignements d'arbres : attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les projets comportant du matériel d'irrigation :			
Justificatif d'irrigation (copie contrat prestataire, copie des redevances Agence de l'eau ou copie de la facture de consommation d'eau...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Éléments présentant l'ancien système d'irrigation en place (justifié par des factures, attestation de l'ASA, photographies ou tout autre document)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Tableau récapitulatif des parcelles irriguées précisant le système d'irrigation avant et après projet (cf annexe 5)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

1 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

2 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

Dossier loi sur l'eau : déclaration ou autorisation de prélèvement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si recours à un emprunt :			
Pour les projets dont le montant d'investissement est supérieur à 50 000 € : Accord bancaire ou document équivalent ou Plan d'entreprise JA visé par la banque	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces complémentaires pour les exploitants agricoles individuels

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Copie d'une pièce d'identité (carte d'identité ou passeport)	<input type="checkbox"/>		
Justificatif de domicile (titre de propriété, dernier avis d'imposition, quittance de loyer, de gaz, d'électricité ou de téléphone de moins de 3 mois ou une attestation d'assurance logement de moins de 3 mois)	<input type="checkbox"/>		
Attestation d'affiliation à la MSA justifiant du statut de chef d'exploitation à titre principal ou secondaire	<input type="checkbox"/>		
Pour les dossiers déposés entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} avril : Attestation MSA de régularité du paiement des cotisations sociales, ou accord d'étalement conclu avec la MSA si vous n'êtes pas à jour au 1 ^{er} janvier.	<input type="checkbox"/>		
Projet de Développement de l'Exploitation - PCAE complété (Cf. annexe 1)	<input type="checkbox"/>		
- Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces complémentaires pour les sociétés

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Preuve d'identité : statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité <u>du représentant légal de la structure</u>	<input type="checkbox"/>		
Extrait Kbis à jour de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>		
Statuts actualisés de la société	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA de la structure	<input type="checkbox"/>		
Pour les dossiers déposés entre le 1 ^{er} janvier et le 1 ^{er} avril : Attestation MSA de régularité du paiement des cotisations sociales de la structure et des associés, ou accord d'étalement conclu avec la MSA si la structure ou un des associés n'est pas à jour au 1 ^{er} janvier.	<input type="checkbox"/>		
Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos	<input type="checkbox"/>		
Entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, effectifs, chiffre d'affaires, dernier bilan consolidé du groupe	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Projet de Développement de l'Exploitation - PCAE complété (Cf. annexe 1)	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires pour les CUMA

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Preuve d'identité : statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité <u>du représentant légal de la structure</u>	<input type="checkbox"/>		
Extrait Kbis de moins de 3 mois	<input type="checkbox"/>		
Agrément coopératif	<input type="checkbox"/>		
Statuts à jours	<input type="checkbox"/>		

Dernier exercice comptable certifié par l'expert comptable ou la fédération des CUMA	<input type="checkbox"/>		
Attestation prouvant que la CUMA est adhérente et à jour de ses cotisations au HCCA	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	<input type="checkbox"/>		
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et engager la structure	<input type="checkbox"/>		
Liste du matériel détenu par la CUMA	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents de la CUMA participant aux investissements de ne pas solliciter d'aide individuelle sur des matériels de même type sur la période 2014-2020	<input type="checkbox"/>		
Engagement des adhérents de la CUMA participants aux investissements de la présente demande (bulletin d'engagement par adhérent et par matériel)	<input type="checkbox"/>		
Attestation de non récupération de la TVA pour les CUMA non assujetties	<input type="checkbox"/>		
Document(s) attestant que l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section de la CUMA bénéficie d'une aide MAEC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Document(s) attestant que l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section de la CUMA bénéficie d'une aide CAB ou MAB	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Projet de Développement de la CUMA-PCAE complété (Cf. annexe 1bis)	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires pour les collectivités territoriales

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention	<input type="checkbox"/>		
Annexe « Marchés Publics » et pièces justificatives correspondantes	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires pour les associations, fondations, établissements

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Preuve d'identité : statuts ou PV assemblée générale ou pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité <u>du représentant légal de la structure</u>	<input type="checkbox"/>		
Statuts à jour	<input type="checkbox"/>		
Liste des membres du bureau et conseil d'administration	<input type="checkbox"/>		
Copie de la publication au JO, récépissé de déclaration en préfecture ou numéro d'identification RNA	<input type="checkbox"/>		
Rapports moral et financier (n-1) ou équivalent	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA de la structure	<input type="checkbox"/>		
PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires pour les nouveaux exploitants

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Un premier exercice comptable (si existant)	<input type="checkbox"/>		
Pour les JA : RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur (exigé au moment du paiement de l'aide) ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M) Pour les nouveaux exploitants non JA : attestation MSA comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces spécifiques pour répondre à certains critères d'éligibilité et de sélection

Seules les pièces nécessaires à la justification des critères et conditions que remplissent l'exploitation ou le projet sont à fournir

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier	Sans objet	Cadre réservé à l'administration (ne rien inscrire)
Afin d'argumenter plus précisément la demande d'octroi de certains points ou apporter des précisions sur la localisation de l'investissement (parcellaire concerné), une note explicative et des éléments complémentaires (relevé parcellaire) peut être fournie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion à un groupe de progrès vers l'agroécologie (GIEE, DEPHY Ferme, Groupe 30 000, organisation de producteurs reconnue par l'agence de l'eau RMC)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Agriculture Biologique : - notification d'activité en AB auprès de l'Agence BIO mentionnant la(les) production(s) concernée(s) - ou certificat BIO délivré par un organisme certificateur mentionnant la(les) production(s) concernée(s) - ou un certificat Bio d'engagement (conversion) délivré par un organisme certificateur mentionnant la(les) production(s) concernée(s) Pour les CUMA, cette pièce doit être fournie pour l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Certification HVE niveau 3 : certificat d'adhésion de l'exploitation agricole Pour les CUMA, cette pièce doit être fournie pour l'ensemble des adhérents de la CUMA ou de la section.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emploi : attestation du groupement d'employeur ou contrat du salarié	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Espace test agricole : attestation d'adhésion au réseau national RENETA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Utilisation d'une aire de lavage individuelle ou collective : justificatif de l'accès à une aire de lavage et du registre à jour : enregistrement des apports, des épandages, de maintenance si contrat de sous-traitance et selon le procédé (dégradation, déshydratation...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	